

Maison vietnamo-française du droit

Jeudi 14 avril 2011

Je vous remercie chaleureusement Monsieur le ministre de votre présence aujourd'hui à Paris, et je me réjouis d'accueillir les membres de la délégation vietnamienne, pour ce 18^{ème} comité d'orientation de la maison du droit vietnamo-française.

18 ans d'existence pour cette maison du droit témoignent de la force des liens d'amitiés qui unissent nos pays. 18 ans aussi de travail fructueux en commun, qui marquent la grande qualité de la coopération juridique entre le Vietnam et la France, et ses réalisations nombreuses aussi.

Cette structure, nous y sommes profondément attachés, car elle est un lieu de coopération unique, où s'expriment et se construisent les initiatives communes, et dont les aboutissements ne se sont pas démentis au fil des ans.

1. Grâce à une collaboration continue entre le Vietnam et la France, la maison du droit s'est affirmée comme une véritable passerelle entre les communautés juridiques et judiciaires de nos deux pays, proposant un programme très varié et menant des actions d'expertise et de soutien juridiques très efficaces.

- Au cœur de l'université d'Hanoï, cette maison du droit est un lieu riche d'échanges et de réflexion entre les juristes de nos pays, et avec les professions juridiques des pays limitrophes (Laos, Cambodge aussi).
- Forte d'une expertise juridique solide, la maison du droit constitue un soutien incomparable pour la conduite de projets de réforme du droit, celle du code civil par exemple menée depuis 2005.
- C'est grâce à cette expertise aussi, que la maison du droit a pu mener des actions de formation, qui ouvrent la voie à un partage de savoir très utile pour la modernisation des pratiques. Pour la profession d'huissier de justice par

exemple, cinq études ont été créées à titre expérimental à Ho Chi Minh Ville (l'expérience fera l'objet d'un bilan cette année même).

Je profite de l'occasion qui m'est donnée ici pour remercier les professions (huissiers, avocats, notaires) qui sont engagés à nos côtés pour donner leur pleine dimension à ses actions de formation, et qui apportent leur connaissance aussi aux débats et réflexions menées par la maison du droit.

2. En 2011, la maison du droit atteint donc l'âge de la majorité – au Vietnam comme en France d'ailleurs ; cet âge où s'expriment les engagements ou s'affirment les projets. Ce nouveau comité d'orientation est l'occasion d'aller plus loin dans la coopération juridique vietnamo-française, pour favoriser le développement de la maison du droit et lui donner toutes ses chances pour l'avenir.

La maison du droit doit en effet s'adapter, parce que les réalités économiques et géopolitiques du Vietnam évoluent rapidement, que votre pays est désormais entré dans l'OMC et s'est engagé dans de nouveaux projets de développements. Je crois profondément que notre coopération juridique peut s'ouvrir à de nouvelles perspectives, qui répondent aux attentes des professions, ou aux attentes sociales en matière de droit de l'environnement ou de droits sociaux par exemple.

Grâce au comité d'orientation, qui s'ouvre aujourd'hui, nous pouvons formuler des propositions très concrètes qui permettront de rénover cet outil de coopération, en lui donnant les meilleurs moyens de fonctionner.

Comment en pratique mener cette rénovation ?

- En diversifiant nos sources de financement auprès des bailleurs de fonds internationaux (ONU, Banque asiatique de développement, Union européenne) qui soutiennent les projets de modernisation du droit – car un droit fiable et cohérent favorise le développement et la stabilité économique ;
- En développant de nouveaux partenariats avec les universités (françaises et vietnamiennes), avec les professions et les écoles de formation – le ministère de la justice dispose de nombreuses ressources, l'Ecole nationale de la magistrature par exemple ;

- En développant notre influence régionale, par des actions avec les pays voisins – comme nous le faisons au Cambodge cette année.

Voilà quelques pistes, que je sou mets à notre réflexion commune, pour que nous puissions nous engager rapidement dans le renforcement et l'évolution de notre coopération juridique.

Cette évolution suppose aussi d'associer plus étroitement encore tous les partenaires français et vietnamiens, le ministère de la justice est mobilisé, je sais votre engagement personnel dans ce projet Monsieur le ministre et la qualité de nos échanges en témoigne. Nos partenaires institutionnels doivent être ici salués, je saisis cet instant pour dire toute ma reconnaissance à nos partenaires historiques : à notre ministère des affaires étrangères qui a toujours été un acteur essentiel pour la réussite de nos actions communes ; à l'Organisation internationale de la francophonie qui s'est impliquée à nos côtés de façon constante.

Mais d'autres acteurs pourraient s'engager à nos côtés, le ministère du plan et de l'investissement par exemple, dont les projets en matière industrielle et économique supposent une très forte expertise juridique ; l'université a aussi son rôle à jouer. De notre côté, l'agence de coopération technique internationale (ADETEF) du ministère des finances, qui est aussi présente au Vietnam, peut constituer un relai et un soutien intéressant.

Enfin, je crois qu'il faut aussi développer une vision à plus long terme de notre coopération, l'adoption d'une programmation pluriannuelle serait un atout ; elle permettrait de nous fixer des objectifs concrets et de programmer efficacement leur financement. Cette évolution pourrait passer par une renégociation de la convention de 2007.

Je souhaite que ce comité d'orientation soit placé sous le signe de la rénovation, je sais que c'est aussi votre vœu à tous.

*

* *

Je suis très confiant sur notre capacité à conduire cette évolution, car nous avons toujours travaillé dans un climat aussi constructif que fraternel. Gageons que pour la célébration de ses 20 ans, en 2013, la maison du droit aura plus de vitalité encore et aura pu développer de nouveaux projets.